

PAR COURRIEL



La présente donne suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 26 février 2025 pour laquelle vous souhaitez obtenir :

« la liste des entreprises et les montants accordés à chacune d'elles dans le cadre des investissements dans la filière batterie. »

Conformément à l'article 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) (« la Loi sur l'accès »), voici les renseignements demandés :

Entreprise	Aide financière autorisée
ÉcoPro CAM Canada, S.E.C.	322 000 000 \$
H55 Canada Inc.	10 000 000 \$
Ingeniarts Technologies Inc.	6 763 000 \$
La Compagnie Électrique Lion	158 905 975 \$
Recyclage Lithion	22 500 000 \$
Matériaux avancés Mirae Canada Inc.	7 500 000 \$
Nemaska Lithium Inc.	675 000 000 \$
Northvolt AB	200 000 000 \$ US
Société en nom collectif MCMSB et 9500-9551 Québec inc.	240 000 100 \$
Nouveau Monde Graphite Inc.	83 276 250\$
Nova Bus Inc.	19 100 000 \$
Groupe Volvo Canada Inc.	22 650 000 \$
Solutions énergétiques Volta Canada inc.	150 000 000 \$
Ultium CAM Société en commandite (GM-POSCO)	151 870 500 \$
Vale Canada Limited	55 000 000 \$
AddÉnergie Technologies inc. (FLO)	34 200 000\$
Sayona Québec inc.	80 663\$

Par ailleurs, en 2021, le MEIE a autorisé un prêt de 30 M\$ à Moteurs Taiga pour la construction d'une usine à Shawinigan. Puisque le projet ne se réalisera pas comme prévu lors de l'autorisation et qu'aucun montant n'a été déboursé, cette intervention n'a pas été ajoutée au tableau.

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, [REDACTED], l'expression de mes sentiments distingués.

Geneviève Lachance
Responsable de l'accès aux documents

AVIS DE RECOURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boulevard René-Lévesque Est, bureau 2.36

Québec (Québec)

G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741

Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200

Montréal (Québec)

H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4016

Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.
